



## Thème 7 :

# Quelle est l'influence de l'Etat sur l'évolution de l'emploi et du chômage ?

- Etudier l'activité et le chômage
- Analyser l'offre et la demande de travail
- **Identifier les différentes politiques de l'emploi**



## Chapitre 7 : Les politiques de l'emploi

- **Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage structurel ?**
- **Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage conjoncturel ?**



## Vidéo : Comment lutter contre le chômage ?

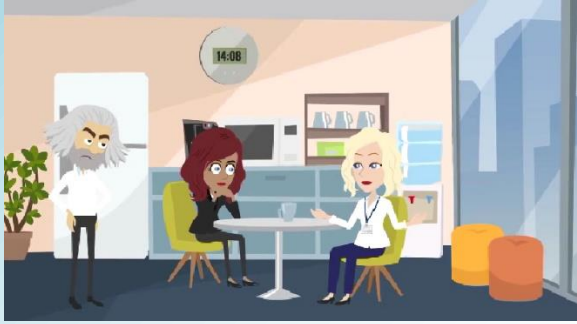
### ■ Q1 : Quels sont les effets de la formation sur le chômage ?

#### Qui des « classiques » ou des « Keynésiens » misent sur la formation ?

La formation permet de participer à la lutte contre le chômage. La formation permet à des demandeurs d'emploi d'accéder à des postes à compétences pour lesquels l'offre de travail est inadaptée à la demande de travail (inadéquation du marché du travail) .

Les « Keynesiens » misent sur la demande du marché des biens et services, donc le pouvoir d'achat des ménages et l'effets levier de la consommation (+ de pouvoir d'achat / baisse fiscalité, grands travaux...).

**Ce sont donc les « classiques » qui estiment que le chômage est dû à une inadéquation entre l'offre et la demande de travail et c'est pour cette raison qu'ils misent sur la formation.**



## Vidéo : Comment lutter contre le chômage ?

### ■ Q2 : Distinguez les types de chômage contre lesquels l'Etat doit lutter.

**Le chômage conjoncturel** est lié au niveau général de l'activité économique, c'est-à-dire à la croissance de la production (PIB).

Le chômage conjoncturel est un chômage de court terme, qui s'atténue en cas de reprise de l'activité,

**Le chômage structurel** traduit un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

Le chômage structurel est un chômage de long terme, plus difficile à combattre.

# 1) Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage structurel ?

## A) Les politiques de lutte active contre le chômage

### Doc 1 : Les politiques actives de l'emploi

Les politiques actives de l'emploi ont pour objectif de « déplacer » les personnes au chômage dans le groupe des actifs occupés. Elles s'attachent donc à corriger des déséquilibres structurels persistants du marché du travail comme l'inadéquation entre emplois offerts et emplois recherchés, mais également à faciliter l'insertion professionnelle des catégories les plus touchées par le chômage. Les politiques actives de l'emploi peuvent prendre la forme de créations d'emplois publics [...] ou d'exonérations fiscales, de baisses de charges sociales ou de subventions diverses visant à diminuer le coût du travail. Enfin, et c'est une orientation actuellement dominante, les politiques actives de l'emploi peuvent également se donner pour finalité d'améliorer la flexibilité du travail.

*J.Y. Capul et O. Garnier, Claude-Danièle Echaudemaison (dir.), Économie contemporaine*

■ Q3 : Pour chacune des propositions suivantes, indiquez si elle est vraie ou fausse et justifiez votre choix :

a) Les politiques actives de l'emploi ont pour objectif de permettre à des chômeurs de retrouver du travail.

**Vrai**, « déplacement des chômeurs dans le groupe des actifs occupés ».

a) Les politiques actives de l'emploi ont pour objectif d'augmenter le nombre d'actifs?

**Faux**, les chômeurs sont déjà des actifs.

# 1) Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage structurel ?

## A) Les politiques de lutte active contre le chômage

### Doc 1 : Les politiques actives de l'emploi




Les politiques actives de l'emploi ont pour objectif de « déplacer » les personnes au chômage dans le groupe des actifs occupés. Elles s'attachent donc à corriger des déséquilibres structurels persistants du marché du travail comme l'inadéquation entre emplois offerts et emplois recherchés, mais également à faciliter l'insertion professionnelle des catégories les plus touchées par le chômage.

Les politiques actives de l'emploi peuvent prendre la forme de créations d'emplois publics [...] ou d'exonérations fiscales, de baisses de charges sociales ou de subventions diverses visant à diminuer le coût du travail. Enfin, et c'est une orientation actuellement dominante, les politiques actives de l'emploi peuvent également se donner pour finalité d'améliorer la flexibilité du travail.

*J.Y. Capul et O. Garnier, Claude-Danièle Echaudemaison (dir.), Économie contemporaine*

### ■ Q4 : Quelles sont les formes possibles des politiques de l'emploi ?

Les formes possibles sont :

-  la création d'emplois publics,
-  des mesures de baisse du coût du travail ou
-  de flexibilisation du marché du travail.

## Doc 2 : Des réformes structurelles du marché du travail

Les lois sur la sécurisation de l'emploi (2013) et sur la formation professionnelle (2014) ont introduit plus de flexibilité en échange de nouveaux droits visant à sécuriser les parcours professionnels.

Les ordonnances de septembre 2017 s'inscrivent dans cette lignée. [...] Elles ont en effet pour ambition de réformer le dialogue social et les relations du travail : les règles de négociation sont modifiées dans les entreprises de moins de 20 et 50 salariés, les indemnités prud'homales pour licenciement abusif répondent désormais à un barème, les règles de licenciement sont revues de façon à limiter l'importance des vices de forme.

*vie-publique.fr*

## Doc 2 : Les formules gagnantes contre le chômage

Après le grand toilettage du Code du travail, le gouvernement compte désormais sur les 15 milliards d'euros injectés d'ici à 2022 dans l'apprentissage et la formation professionnelle. L'objectif affiché est d'accompagner vers l'emploi 1 million de chômeurs peu qualifiés et 1 million de jeunes sortis sans diplôme du système éducatif. En revanche, la voilure va être réduite sur les contrats aidés [...], jugés inefficaces, coûteux, voire, a fustigé Edouard Philippe, utilisés à des fins électoralistes pour faire artificiellement baisser les statistiques du chômage.

*Marc Lomazzi, Aujourd'hui en France*

- **Q5 : Reproduisez puis complétez le tableau suivant en indiquant des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le chômage :**

Correction des déséquilibres du marché du travail	Insertion professionnelle des catégories les plus touchées par le chômage
Loi sur la sécurisation de l'emploi (2013) Loi sur la formation professionnelle (2014) Ordonnances de septembre 2017	15 milliards d'euros injectés d'ici à 2022 dans l'apprentissage et la formation professionnelle. <del>Réduction des contrats aidés.</del>

#### **Doc 4 : Réforme du travail : un an après, les effets des ordonnances se font attendre**

L'une des principales ambitions de la réforme était claire : apporter plus de flexibilité aux entreprises dans la gestion de leur personnel (embauches et licenciements) permettrait de lever les freins aux recrutements. Et ainsi, in fine, d'endiguer le taux de chômage grâce à un marché du travail moins rigide.

Un an après, force est de constater que les ordonnances n'ont pas eu d'effet notable sur le front de l'emploi. [...] « Il est encore infiniment trop tôt pour tirer des conclusions. Cette réforme représente une brique essentielle de l'édifice de la transformation du marché du travail engagée par le gouvernement mais pas la seule, estime Gilbert Cette, professeur d'économie à l'Université d'Aix-Marseille. Il faut encore attendre de voir comment elle s'articulera avec les réformes de la formation professionnelle ou encore de l'assurance chômage. » Selon ses prévisions, la réforme devrait faire gagner un point de croissance à la France d'ici dix ans tout en baissant le taux de chômage d'un point.

Une analyse que ne partage pas Anne Fretel, maître de conférences à l'Université Lille. « Les ordonnances s'inscrivent dans la continuité d'une lignée de réformes dérégulant le marché du travail depuis quinze ans, recontextualise-t-elle. On sait maintenant que non seulement ce type de réforme ne réduit pas le taux de chômage mais qu'en plus il conduit à rendre encore plus flou les contours du chômage en précarisant le statut des travailleurs », ajoute-t-elle tout en rappelant que le code du travail n'est que le 4<sup>e</sup> frein au recrutement cité par les entreprises ; le premier restant le manque de visibilité sur le carnet de commandes.

*Marion Perroud, Challenges*



#### Doc 4 : Réforme du travail : un an après, les effets des ordonnances se font attendre

L'une des principales ambitions de la réforme était claire : apporter plus de flexibilité aux entreprises dans la gestion de leur personnel (embauches et licenciements) permettrait de lever les freins aux recrutements. Et ainsi, in fine, d'endiguer le taux de chômage grâce à un marché du travail moins rigide.

Un an après, force est de constater que les ordonnances n'ont pas eu d'effet notable sur le front de l'emploi..

*Marion Perroud, Challenges*

- Q6 : Reproduisez puis complétez le tableau suivant en indiquant des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le chômage :

	Point de vue de Gilbert Cette	Point de vue d'Anne Fretel
Impact sur l'emploi	Baisse du taux de chômage d'un point d'ici 10 ans.	Aucun impact sur le taux de chômage. Montée de la précarité.
Raisons invoquées	Réforme structurelle qui doit être coordonnée avec d'autres réformes de long terme	Le chômage s'explique avant tout par une difficulté de prévoir la demande.

### **Doc 5 : La transformation du CICE en baisse de charges serait sans effet**

Au 1er janvier 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) va se transformer en une baisse de cotisations sociales d'environ 20,6 milliards d'euros. Mais cela n'aura qu'un effet mineur pour l'activité et pour l'emploi, selon un rapport d'évaluation du comité de suivi du CICE. [...]

Au-delà de cette évaluation, le comité de suivi du CICE a travaillé avec des laboratoires de recherche, chargés d'étudier les impacts de ce dispositif depuis 2013, date de son application. Les nouvelles estimations, réalisées par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) entre 2013 et 2015, sont plus optimistes que les précédentes : le CICE aurait permis de créer entre 145 000 et 339 000 emplois dans l'économie française, une fourchette qui intègre les créations de postes dans les entreprises qui ont bénéficié de la mesure mais aussi les effets induits en termes de consommation par ces emplois créés.

Guillaume de Calignon, Les échos

### **■ Q7. Montrez l'effet des allègements du coût du travail (via le CICE) sur l'emploi.**

Depuis 2013, la création du CICE aurait permis de créer entre 145 000 et 339 000 emplois dans l'économie française.

Mais la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales de 2019 ne devrait avoir qu'un effet mineur sur l'emploi dans les années à venir.

## B) Les politiques passives de lutte contre le chômage

### Doc 6 : Les politiques passives de l'emploi

Les politiques passives de l'emploi visent à « déplacer » les personnes au chômage vers le groupe des inactifs ou à prendre en charge des indemnités lourdes.

Certaines d'entre elles tentent d'agir sur le marché du travail en faisant baisser l'offre de travail : mise à la retraite anticipée pour les seniors, allongement des études, etc...

D'autres politiques passives de l'emploi misent sur le partage du travail. Le temps partiel volontaire ou la réduction du temps de travail légal (les 35 heures) font partie de ces mesures.

Enfin, certaines politiques passives de l'emploi mises en place en France ont préconisé l'indemnisation du chômage pour en atténuer les effets négatifs. Cependant, ces mesures peuvent présenter des risques d'absence d'incitation au travail et de trappe à chômage. En effet, le faible différentiel entre les allocations chômage perçues par l'individu et la rémunération obtenue sur le marché du travail ne l'incite pas à y entrer.

*Claude-Danièle Echaudemaison (dir.), Économie contemporaine.*

### ■ Q8 : En vous appuyant sur le document 1, distinguez les politiques passives et actives de l'emploi.

Les politiques passives de l'emploi visent à « déplacer » les chômeurs vers le groupe des inactifs, alors que les politiques actives de l'emploi visent à les « déplacer » vers le groupe des actifs occupés.

■ Q9 : Reliez chacune des propositions ci-dessous :

**Création d'emplois publics**

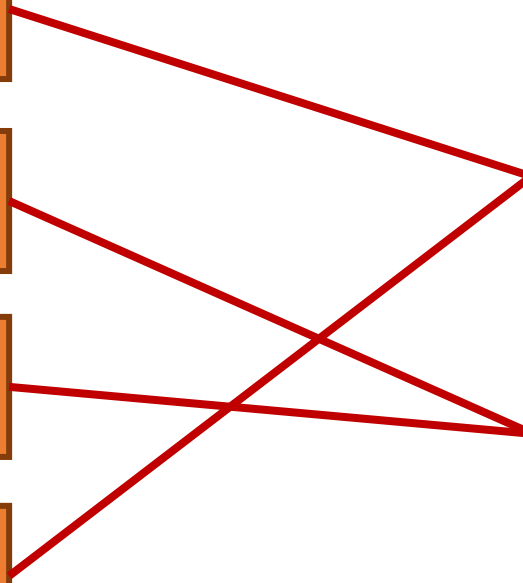
**Réduction du temps de travail**

**Allongement des études**

**Baisse du coût du travail**

**Politiques actives de l'emploi**

**Politiques passives de l'emploi**



### **Doc 7 : Temps de travail : 35 heures par semaine, est-ce déjà trop ?**

En Allemagne, suite à un récent accord près de quatre millions de salariés de la métallurgie vont pouvoir bénéficier, s'ils le souhaitent, d'une semaine de travail de 28 heures (sans compensation salariale). [...]

De quoi relancer en France le débat sur une nouvelle réduction du temps de travail ? Pas selon Pierre Gattaz, le président du Medef : « l'accord en Allemagne n'est pas transposable à la France à ce jour, a-t-il tranché ».

Pourtant, la réduction du temps de travail est une réalité historique. « Nous ne passons en moyenne plus que 12 % de notre vie à travailler [...] contre 40 % au début du siècle » rappelle le sociologue Jean Viard.

Pour certains analystes, cette diminution a permis de mieux répartir le travail, et de limiter les effets du chômage : « Si nous avons aujourd'hui la même durée annuelle du travail qu'au milieu des années 1960, il y aurait peut-être 5 à 6 millions de chômeurs en plus » affirme l'économiste Jean Gadrey sur son blog.

Au vu de la situation actuelle, avec un nombre de demandeurs d'emplois très élevé, il faudrait donc, selon cette théorie, poursuivre sur cette voie. « Un objectif fixé à 32h, puis 30h, s'il est équitablement conçu, est souhaitable et réaliste dès lors qu'on veut vraiment s'en prendre au chômage de masse » poursuit Jean Gadrey. Une théorie qui n'est pas partagée par tout le monde : d'autres économistes considèrent que sans gain de productivité suffisant et sans baisse des salaires, diminuer le temps de travail n'a aucun sens.

Nicolas Raffin, 20 minutes.

### **■ Q10 : Montrez l'objectif d'une réduction du temps de travail en France.**

Selon certains économistes, la réduction du temps de travail permet de lutter efficacement contre le chômage (elle a permis de réduire le chômage d'environ 5 à 6 millions de chômeurs depuis les années 1960).

Mais pour d'autres économistes, les réductions du temps de travail doivent s'accompagner de gain de productivité ou de baisse des salaires, afin de ne pas peser sur le coût du travail.

# Exemple Andrew Barnes – Nouvelle Zélande



## Doc 8 : Qu'est-ce que l'assurance-chômage ?

L'assurance chômage est un système de protection sociale qui a une double mission : indemniser les chômeurs et favoriser leur retour à l'emploi.

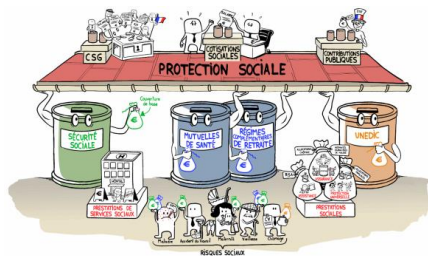
L'assurance chômage est obligatoire pour tous les salariés du secteur privé. Les cotisations, proportionnelles au montant du salaire, sont versées à la fois par l'employeur et le salarié.

En cas de chômage, et s'il remplit certaines conditions, le chômeur reçoit un revenu de substitution qui est fonction du salaire de son ancien emploi (et donc de ses cotisations).

*vie-publique.fr*

### ■ Q11 : Expliquez le fonctionnement de l'assurance chômage.

Le système d'indemnisation chômage consiste à récolter des fonds auprès d'actifs salariés afin d'indemniser ceux qui ont perdu un emploi. Il s'agit donc d'une logique assurantielle car l'argent collecté dans le pot commun est reversé aux individus qui présentent le risque contre lequel ils se sont couverts



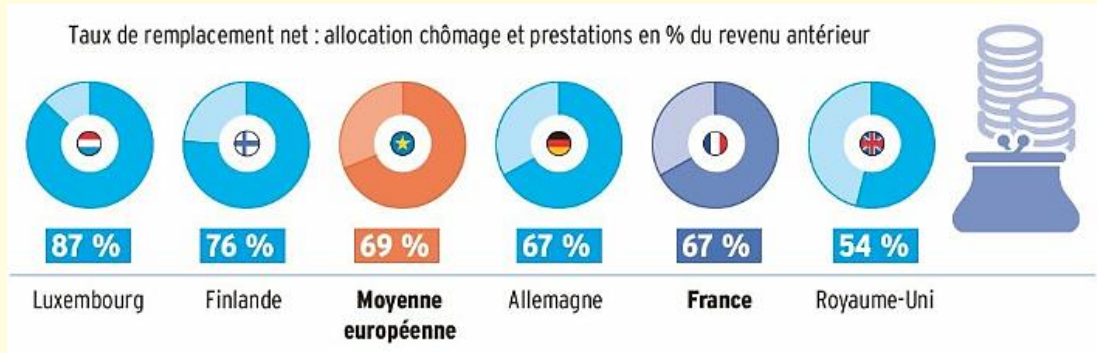
**Rappel du Ch4**  
**LES POLITIQUES SOCIALES**

**Queques  
précisions**

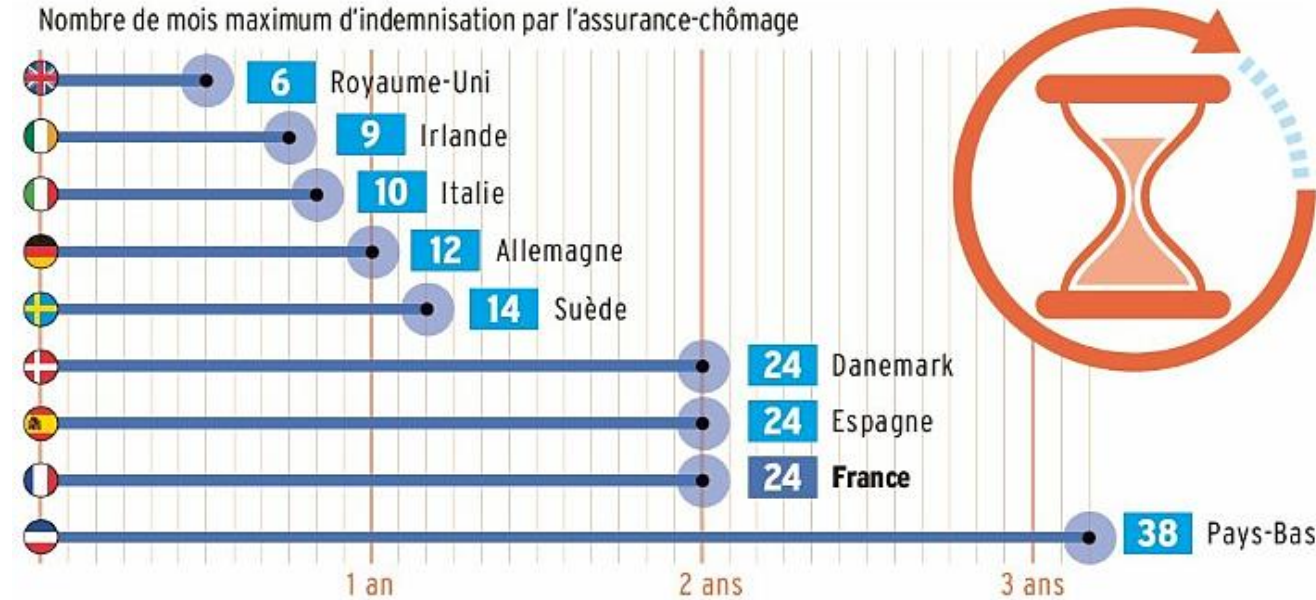


SOURCE : <https://www.unedic.org/lassurance-chomage-en-france/comment-fonctionne-le-financement-de-l-assurance-chomage>

## Doc 9 : Qu'est-ce que l'assurance-chômage ?



## Doc 10 : Les prestations sociales font la différence



### ■ Q12 : Expliquez les avantages du système français d'assurance chômage.

En termes d'indemnisation, le niveau français est similaire à l'Allemagne (67% du revenu antérieur), et conforme à la moyenne européenne (69%).

En termes de durée d'indemnisation, le niveau français est similaire à l'Espagne, l'Italie et au Danemark (24 mois). Mais de nombreux pays européens sont moins généreux que la France : Portugal (18 mois), Allemagne et Luxembourg (12 mois).



### **Doc 11 : Réforme de l'assurance-chômage : 40 % de perdants**

Selon une note de l'Unédic, les nouvelles règles, qui vont s'appliquer par étapes à partir du 1er novembre 2019, vont avoir plusieurs conséquences. [...]

Les principaux changements, introduits par décret, tournent autour de trois axes. D'abord, les conditions d'accès ont été durcies : les personnes devront avoir travaillé pendant six mois sur vingt-quatre (au lieu de quatre sur vingt-huit) pour pouvoir prétendre à une prestation.

Ensuite, ceux qui percevaient de hautes rémunérations lorsqu'ils étaient en activité (environ plus de 3 500 euros nets par mois) verront leur allocation baisser à partir du septième mois. Enfin, la formule de calcul pour déterminer les montants versés a été modifiée. [...] S'agissant de la nouvelle formule fixant le niveau de la prestation, elle aura un impact pour 37 % des nouveaux entrants dans le régime. Soit un peu plus de 850 000 personnes (une partie d'entre elles étant également frappées par le durcissement des règles d'accès au régime). Toutes subiront une diminution, dans des proportions variables.

Bertrand Bissuel, Le Monde

#### **■ Q13: Relevez les principales mesures de la réforme de l'assurance-chômage, ainsi que leur impact.**

Suite à la réforme de l'assurance-chômage, les conditions d'accès au chômage sont durcies, les allocations deviennent dégressives pour les hauts revenus, et la formule des allocations est modifiée.

L'impact de cette réforme concerne 37 % des allocataires, qui verront leurs allocations diminuer.

## 2) Quelles sont les politiques de lutte contre le chômage conjoncturel ?

### A) Les politiques de relance budgétaire

#### ■ Doc 12 : Chômage keynésien et politique budgétaire

Selon Keynes, le problème vient de l'investissement qui est soumis à de fortes fluctuations. Doutant de leurs débouchés, les entreprises hésitent à investir et ajustent les effectifs. Le chômage provient d'un manque d'investissements privés. Il propose de leur substituer des investissements publics.

La démarche keynésienne fait donc de la politique budgétaire le moyen privilégié de lutter contre le chômage. [...]

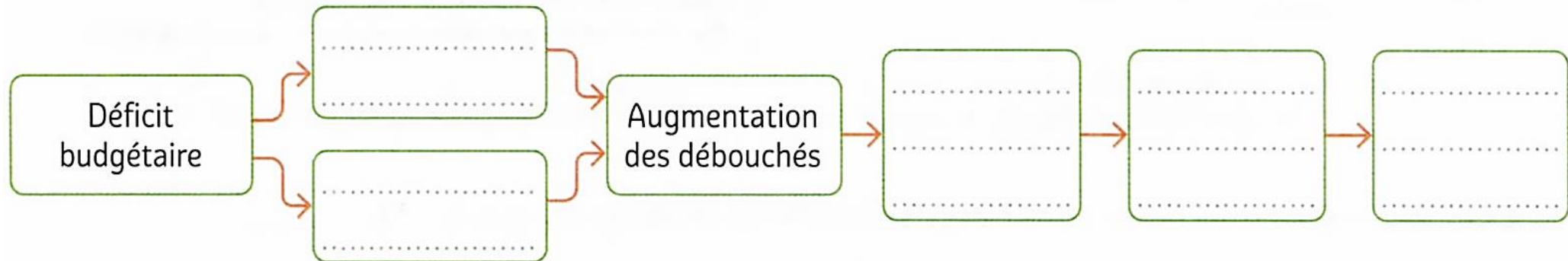
Pour les keynésiens les plus stricts, lutter contre le chômage suppose d'augmenter les investissements publics sans couvrir ces augmentations par des recettes publiques, c'est-à-dire en augmentant le déficit budgétaire.

Les politiques keynésiennes, dites parfois de relance, ont été abondamment pratiquées dans les années 1960 et 1970 en Europe. [...] De même, en 2009, face à la récession, les gouvernements de la plupart des pays mènent des politiques de relance combinant baisse subite des impôts et action volontariste d'augmentation des dépenses.

*Jean-Marc Daniel, La Politique économique, Que Sais-je ?*

#### ■ Q14 : Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des propositions suivantes :

**Augmentation des débouchés, Baisse des impôts, Emploi, Investissements privés, Production, Investissements publics**



## ■ Doc 12 : Chômage keynésien et politique budgétaire

Selon Keynes, le problème vient de l'investissement qui est soumis à de fortes fluctuations. Doubtant de leurs débouchés, les entreprises hésitent à investir et ajustent les effectifs. Le chômage provient d'un manque d'investissements privés. Il propose de leur substituer des investissements publics.

La démarche keynésienne fait donc de la politique budgétaire le moyen privilégié de lutter contre le chômage. [...]

Pour les keynésiens les plus stricts, lutter contre le chômage suppose d'augmenter les investissements publics sans couvrir ces augmentations par des recettes publiques, c'est-à-dire en augmentant le déficit budgétaire.

Les politiques keynésiennes, dites parfois de relance, ont été abondamment pratiquées dans les années 1960 et 1970 en Europe. [...] De même, en 2009, face à la récession, les gouvernements de la plupart des pays mènent des politiques de relance combinant baisse subite des impôts et action volontariste d'augmentation des dépenses.

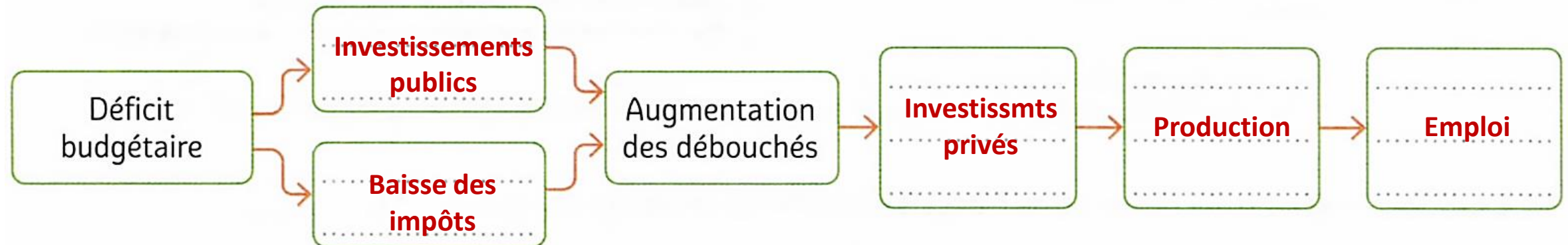
*Jean-Marc Daniel, La Politique économique, Que Sais-je ?*

## ■ Q14 : Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des propositions suivantes :

**Augmentation des débouchés, Baisse des impôts, Emploi, Investissements privés, Production, Investissements publics**



**Demande Anticipée Rappel Ch6**



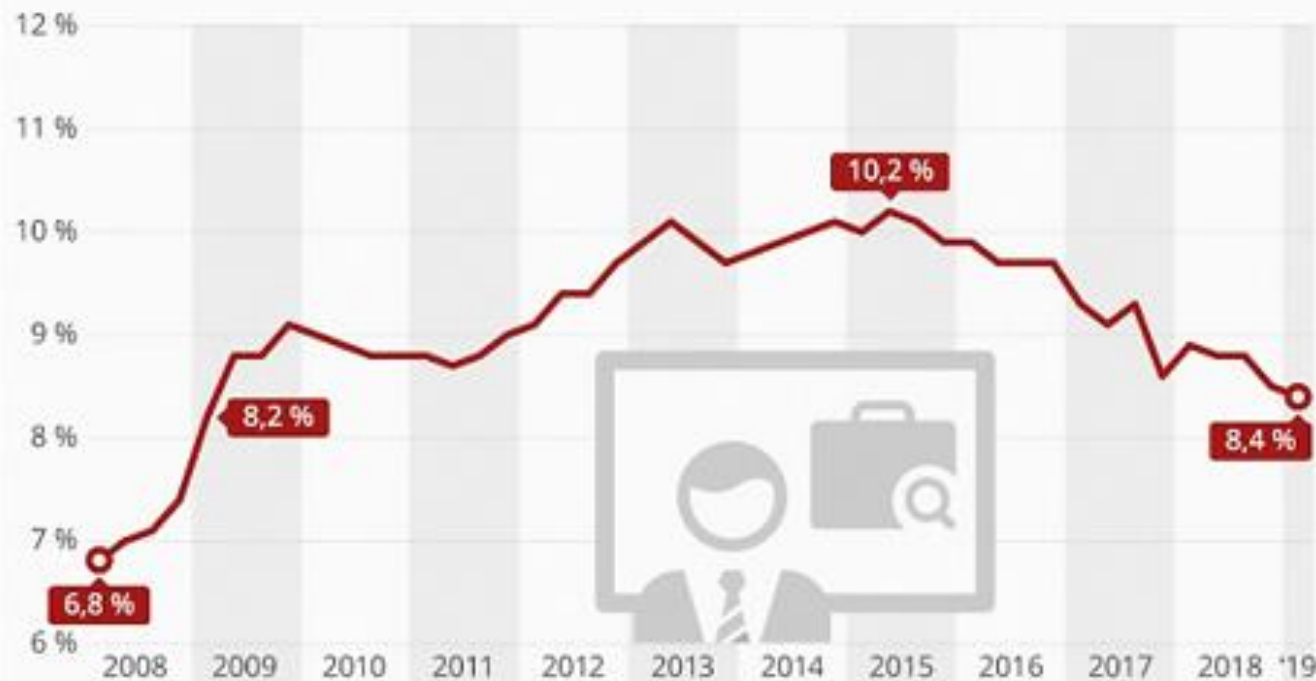
■ **Doc 13 : Déficit au sens de Maastricht des administrations publiques (en % du PIB)**

2002	- 3,1
2003	- 4,1
2004	- 3,6
2005	- 2,9
2006	- 2,7
2007	- 2,7
2008	- 3,3
2009	- 7,5
2010	- 7,1
2011	- 5,2
2012	- 4,8
2013	- 4,1
2014	- 4,0
2015	- 3,5
2016	- 3,6
2017	- 2,6
2018	- 2,5

■ **Doc 14 : Taux de chômage en France au sens du BIT (en %)**

**Le taux de chômage au plus bas depuis 10 ans**

Évolution du taux de chômage en France métropolitaine \*



CC BY ND  
@Statista\_FR

\* Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT).  
Source : INSEE

statista

■ **Q15 : Expliquez le creusement du déficit public en 2009**

En 2009, face à la récession, le gouvernement français a mis en place une politique de relance budgétaire combinant baisse des impôts et augmentation des dépenses, ce qui a entraîné une forte augmentation du déficit

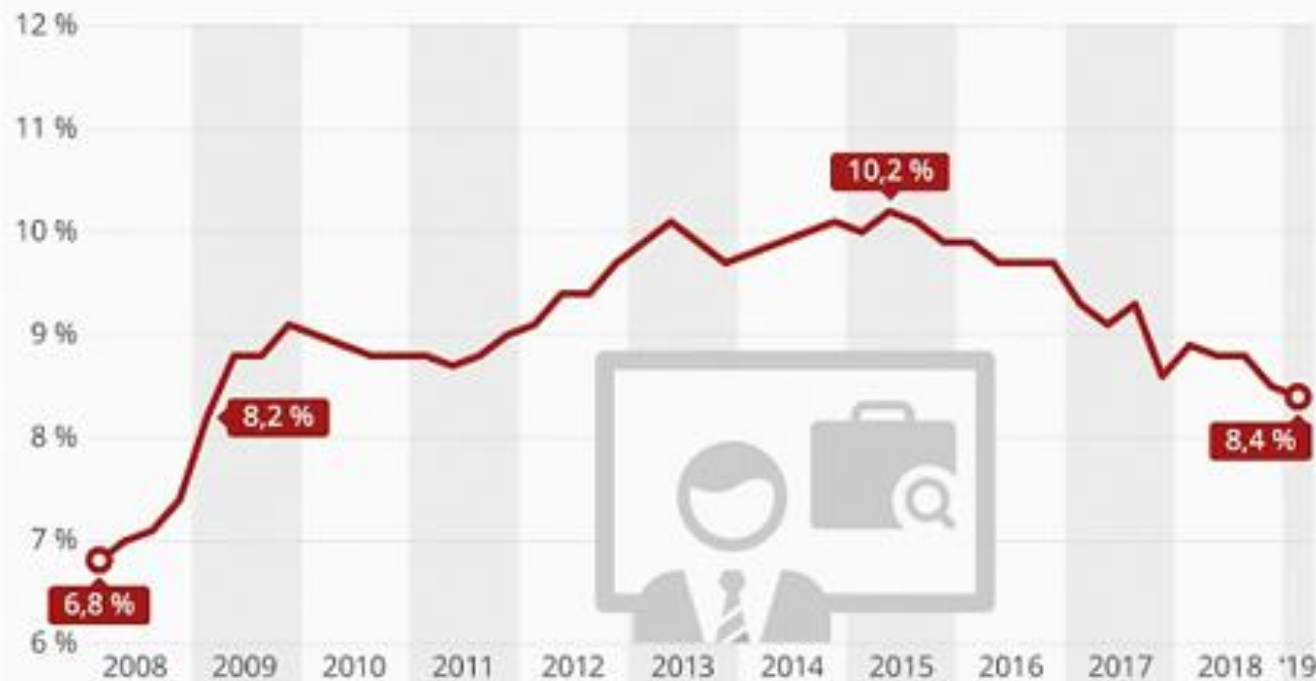
■ Doc 13 : Déficit au sens de Maastricht des administrations publiques (en % du PIB)

2002	- 3,1
2003	- 4,1
2004	- 3,6
2005	- 2,9
2006	- 2,7
2007	- 2,7
2008	- 3,3
2009	- 7,5
2010	- 7,1
2011	- 5,2
2012	- 4,8
2013	- 4,1
2014	- 4,0
2015	- 3,5
2016	- 3,6
2017	- 2,6
2018	- 2,5

■ Doc 14 : Taux de chômage en France au sens du BIT (en %)

Le taux de chômage au plus bas depuis 10 ans

Évolution du taux de chômage en France métropolitaine \*



\* Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT).

Source : INSEE

statista

■ Q16 : Décrivez l'évolution du taux de chômage depuis 2009.

Après une légère baisse en 2010 (à 9%), le taux de chômage connaît une hausse continue entre 2011 et 2015 (jusqu'à 10,5%), puis repart à la baisse pour retrouver son niveau de 2009.

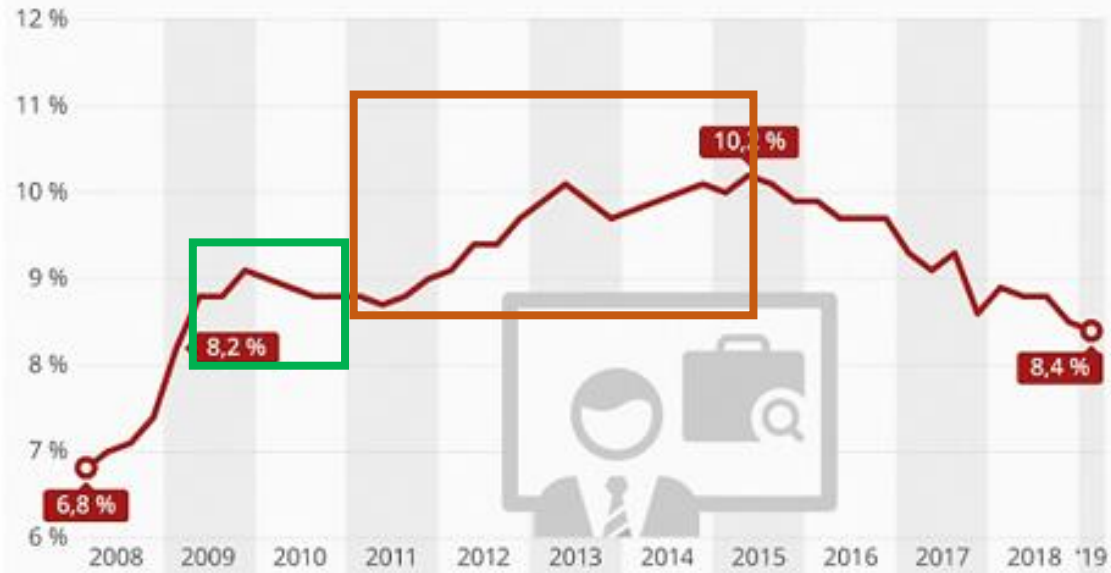
■ Doc 13 : Déficit au sens de Maastricht des administrations publiques (en % du PIB)

2002	- 3,1
2003	- 4,1
2004	- 3,6
2005	- 2,9
2006	- 2,7
2007	- 2,7
2008	- 3,3
2009	- 7,5
2010	- 7,1
2011	- 5,2
2012	- 4,8
2013	- 4,1
2014	- 4,0
2015	- 3,5
2016	- 3,6
2017	- 2,6
2018	- 2,5

■ Doc 14 : Taux de chômage en France au sens du BIT (en %)

Le taux de chômage au plus bas depuis 10 ans

Évolution du taux de chômage en France métropolitaine \*



\* Chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT).  
Source : INSEE

statista

■ Q17: Déduisez de vos observations le lien éventuel entre déficit public et taux de chômage.

En 2009-2010, on constate que la politique de relance par le déficit public s'est accompagnée d'un recul du chômage.

En revanche, sur la période 2011-2015, la réduction du déficit public s'est accompagnée d'une remontée du chômage.

On peut en déduire qu'une politique de relance budgétaire semble contribuer à réduire le chômage

■ **Doc 15 : « La crise de 2008 a été un coup de massue »**

Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI, tire les leçons d'une crise qu'il a vécue de l'intérieur. Selon lui, « la réaction initiale de politique budgétaire a été remarquable. Les États, notamment sous l'impulsion du FMI, ont mis en place de grands plans de relance en 2009 parce qu'il fallait sauver l'économie. C'est ensuite que l'erreur a été commise, avec le tournant, ou plutôt le virage à 180 degrés vers la rigueur qui s'est produit en 2010-2011. Il fallait certes ralentir sur la dépense. On ne pouvait pas se permettre 5 % ou 10 % de PIB de déficit budgétaire tous les ans. Mais on a freiné trop fort, et on a sous-estimé l'impact de l'austérité. Cela nous a coûté cher en termes de relance ».

*Le Figaro Économie*

■ **Q18 : Jugez de l'efficacité de la politique budgétaire face à la crise de 2008.**

Jusqu'en 2009, les plans de relance budgétaire ont permis de soutenir l'économie, et de limiter l'impact de la crise.

Mais à partir de 2010, une politique de rigueur a été mise en place (par la réduction du déficit budgétaire), ce qui a fortement impacté la croissance économique et donc l'emploi.

## ■ Doc 16 : L'OCDE s'attend à la plus faible croissance mondiale depuis 10 ans

Guerre commerciale, Brexit, ralentissement chinois et endettement privé qui se dégrade : les risques s'accumulent pour l'économie mondiale au point que l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le développement économiques) s'attend désormais à la croissance la plus faible depuis la crise financière de 2008-2009. [...] « Tous les risques que nous observons nous entraînent vers un terrain dangereux pour la croissance, mais aussi pour l'emploi a alerté Laurence Boone, la cheffe économiste de l'OCDE, lors de la présentation de prévisions de croissance. « Notre principal message est que les États profitent des taux bas et prévisibles pour investir dès maintenant », a-t-elle conseillé.

L'OCDE recommande en effet aux États « d'engager des investissements publics » pour « sortir du piège d'une croissance faible persistante », estime l'OCDE, un énième appel du pied aux pays disposant de marge budgétaire, comme l'Allemagne.

La première économie européenne a connu l'une des corrections les plus sévères de la part de l'OCDE, qui n'attend qu'une croissance de 0,5 % cette année et à peine mieux l'an prochain à 0,6 %. *Le Parisien avec AFP*

## ■ Q19: Reproduisez puis complétez le tableau ci-dessous relatif aux perspectives de croissance de l'OCDE

Causes identifiées	Conséquences prévisibles	Solutions envisagées
Guerre commerciale Brexit Ralentissement chinois Dégradation de l'endettement privé	Ralentissement de la croissance (la plus faible depuis la crise financière de 2008-2009) Risques sur l'emploi	investissements publics dans les pays disposant de marge budgétaire



## B) Les politiques de relance monétaire

### ■ Doc 17 : Qu'est-ce qu'une politique de relance monétaire ?

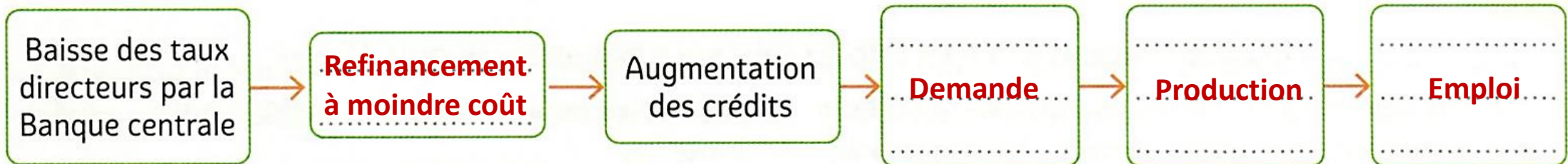
Une politique monétaire est une politique économique conjoncturelle conduite par l'Etat et la Banque centrale pour agir sur la quantité de monnaie circulant dans un pays, afin d'influer sur la situation économique de ce pays (croissance économique, taux de chômage, taux d'inflation, etc...).

La politique monétaire mobilise différents instruments. Par exemple, une politique de relance se traduira par [...] la baisse des taux directeurs : un taux directeur est un taux fixé par la Banque centrale et appliqué à certaines opérations de refinancement des banques auprès de la Banque centrale (le refinancement est une opération permettant aux banques d'emprunter des liquidités auprès d'autres banques ou de la Banque centrale). La baisse des taux directeurs stimule la création monétaire par les banques qui, pouvant se refinancer à moindre coût, sont incitées à accorder davantage de crédit.

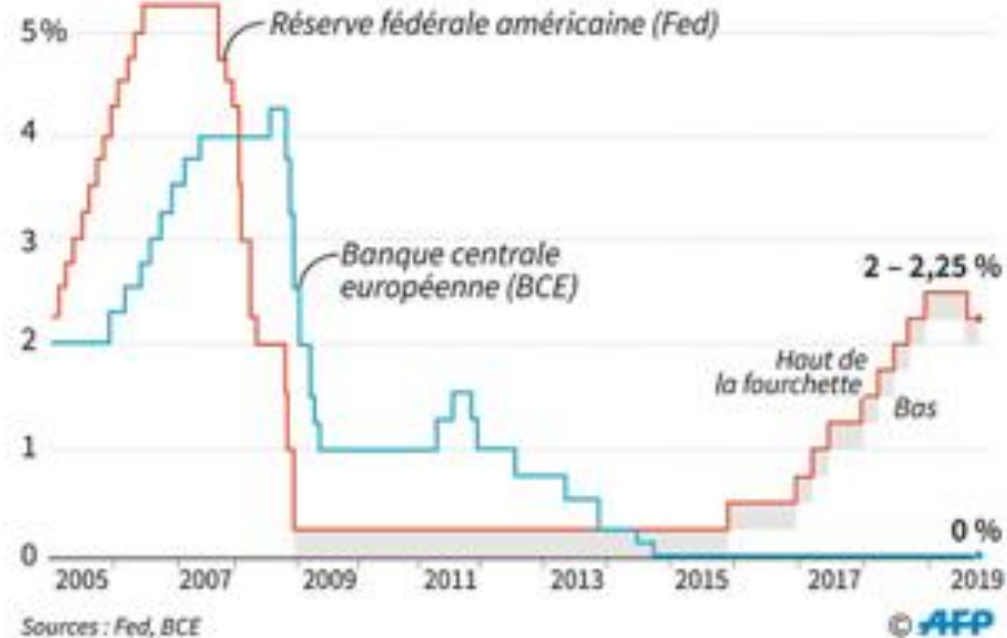
*Philippe Deubel et al., Dictionnaire de scènes économiques et sociales*

### ■ Q20 : Complétez le schéma ci-dessous à l'aide des propositions suivantes :

**Production – Demande – Refinancement à moindre coût – Emploi**



## Doc 18 : Taux d'intérêt



## Doc 19 : Taux de chômage de l'OCDE

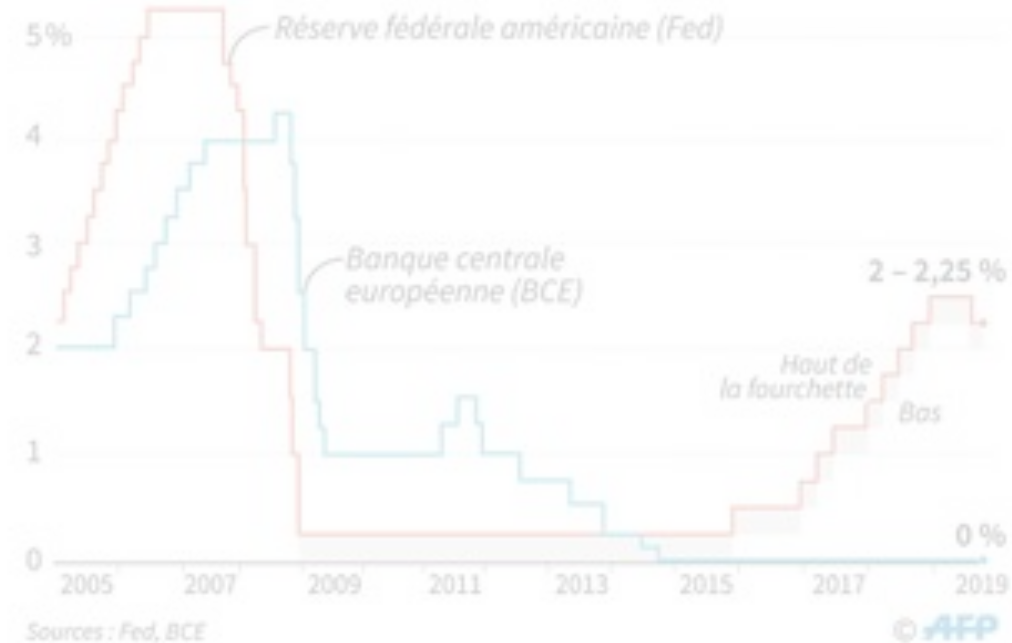


### Q21 : Comparez l'évolution des taux d'intérêt directeurs aux États-Unis et dans la zone euro.

Dans les 2 pays, on observe une baisse des taux suite à la crise de 2008.

Cette baisse des taux est soudaine aux États-Unis (de 5% à 0,5% en 2 ans), alors qu'elle est plus graduelle dans la zone euro (de 4% à 0% en 8 ans). A partir de 2016, les taux remontent aux USA, mais pas dans la zone euro.

## Doc 18 : Taux d'intérêt



## Doc 19 : Taux de chômage de l'OCDE

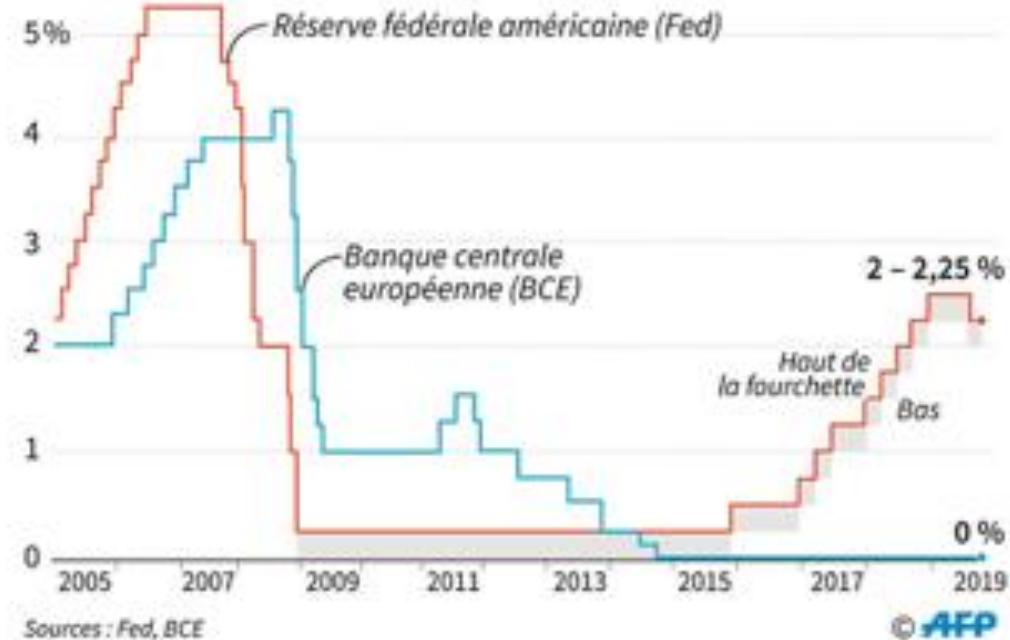


### ■ Q22 : Comparez l'évolution du taux de chômage aux États-Unis et dans la zone euro.

Depuis 2010, le taux de chômage ne cesse de diminuer aux États-Unis (de 10% à 5% aujourd'hui).

Dans la zone euro, le taux de chômage a progressé entre 2010 et 2013 (de 10% à 12%), avant d'entamer une décrue (environ 8% en 2019).

## Doc 18 : Taux d'intérêt



## Doc 19 : Taux de chômage de l'OCDE



■ Q23 : Déduisez de vos observations le lien éventuel entre taux d'intérêt directeurs et taux de chômage.

Plus les baisses de taux d'intérêt directeurs sont fortes, plus l'impact sur le taux de chômage semble élevé. On constate une inertie entre les baisses du taux d'intérêt et la baisse du chômage. (*inertie = retard*)

### ■ Doc 20 : L'illusion monétaire

L'illusion monétaire concerne la croyance en la capacité des banques centrales à stabiliser l'économie et à éviter la chute de l'activité économique. Or, alors qu'elle a injecté plus de 2 600 milliards d'euros dans le système financier européen, soit l'équivalent du PIB de la France, la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas empêché que la zone euro soit l'une des régions du monde les plus déprimées économiquement, avec un taux de chômage élevé. En fait, cette création monétaire est tombée dans la « trappe de liquidité », selon l'expression de Keynes : les liquidités créées par les banques centrales, faute de financer l'investissement et la production, sont allées alimenter les marchés financiers. Résultat : des bulles spéculatives dangereuses se sont formées sur ces marchés, qui, lorsqu'elles éclateront, pourraient être à l'origine de la prochaine crise financière internationale.

Ainsi, les politiques menées par les banques centrales sont non seulement inefficaces mais également dangereuses.

*Dominique Plihon, Politis*

### ■ Q24 : Expliquez pourquoi une politique de relance monétaire peut s'avérer inefficace.

Une politique monétaire de relance peut s'avérer inefficace en raison de la trappe à liquidité : les crédits accordés du fait des taux bas alimentent les marchés financiers (ce qui crée des bulles spéculatives), mais n'ont aucun effet sur l'investissement et la production, et donc sur l'emploi.

## ■ Doc 21 : Mario Draghi appelle les États à agir pour la croissance

Le président de la BCE vient d'annoncer un cocktail de mesures de soutien à l'économie. [...]

Parmi les gestes attendus et confirmés : une nouvelle baisse du taux de dépôt sur les liquidités des banques, déjà en territoire négatif, qui passe de  $-0,40\%$  à  $-0,50\%$ . Cette arme est destinée à pousser les banques à prêter de l'argent aux ménages et aux entreprises pour doper la croissance plutôt que de le laisser dormir dans les coffres de la BCE. [...] Il s'agit de faire en sorte que la politique monétaire se transmette à l'économie via le crédit bancaire. « Les taux d'emprunt sont déjà tellement bas qu'il y a peu de chances que cela change quelque chose », alerte Éric Dor, directeur des études économiques à l'Ieseg.

Ce cocktail de mesures laisse ainsi entrevoir les limites de l'action de la Banque centrale. Les prévisions économiques pour la zone euro ont été revues à la baisse : une croissance du PIB de  $1,1\%$  attendue cette année et  $1,2\%$  l'an prochain. [...] Le grand argentier renvoie désormais la balle aux gouvernements, sommés de prendre le relais. Ceux qui ont « de la marge budgétaire devraient agir de manière efficace et rapide », leur enjoint la Banque centrale. Or plusieurs États membres, au premier rang desquels l'Allemagne, rechignent à desserrer les cordons des finances publiques pour investir dans une politique de relance.

*Florentin Collomp, Le Figaro*

## ■ Q25 : Pour chacune des propositions suivantes, indiquez si elle est vraie ou fausse et justifiez votre choix .

**a) La politique de taux négatifs a pour objectif de relancer le crédit.**

Vrai, l'objectif est de « pousser les banques à prêter de l'argent plutôt que de le laisser dormir dans les coffres de la BCE ».

## ■ Doc 21 : Mario Draghi appelle les États à agir pour la croissance

Le président de la BCE vient d'annoncer un cocktail de mesures de soutien à l'économie. [...]

Parmi les gestes attendus et confirmés : une nouvelle baisse du taux de dépôt sur les liquidités des banques, déjà en territoire négatif, qui passe de  $-0,40\%$  à  $-0,50\%$ . Cette arme est destinée à pousser les banques à prêter de l'argent aux ménages et aux entreprises pour doper la croissance plutôt que de le laisser dormir dans les coffres de la BCE. [...] Il s'agit de faire en sorte que la politique monétaire se transmette à l'économie via le crédit bancaire. « Les taux d'emprunt sont déjà tellement bas qu'il y a peu de chances que cela change quelque chose », alerte Éric Dor, directeur des études économiques à l'Isege.

Ce cocktail de mesures laisse ainsi entrevoir les limites de l'action de la Banque centrale. Les prévisions économiques pour la zone euro ont été revues à la baisse : une croissance du PIB de  $1,1\%$  attendue cette année et  $1,2\%$  l'an prochain. [...] Le grand argentier renvoie désormais la balle aux gouvernements, sommés de prendre le relais. Ceux qui ont « de la marge budgétaire devraient agir de manière efficace et rapide », leur enjoint la Banque centrale. Or plusieurs États membres, au premier rang desquels l'Allemagne, rechignent à desserrer les cordons des finances publiques pour investir dans une politique de relance.

*Florentin Collomp, Le Figaro*

## ■ Q25 : Pour chacune des propositions suivantes, indiquez si elle est vraie ou fausse et justifiez votre choix .

**b) Une baisse des taux directeurs a toujours un impact sur l'économie.**

**Faux,** actuellement, les taux d'intérêt sont déjà tellement bas que l'impact d'une nouvelle baisse risque d'être limité.

## ■ Doc 21 : Mario Draghi appelle les États à agir pour la croissance

Le président de la BCE vient d'annoncer un cocktail de mesures de soutien à l'économie. [...]

Parmi les gestes attendus et confirmés : une nouvelle baisse du taux de dépôt sur les liquidités des banques, déjà en territoire négatif, qui passe de  $-0,40\%$  à  $-0,50\%$ . Cette arme est destinée à pousser les banques à prêter de l'argent aux ménages et aux entreprises pour doper la croissance plutôt que de le laisser dormir dans les coffres de la BCE. [...] Il s'agit de faire en sorte que la politique monétaire se transmette à l'économie via le crédit bancaire. « Les taux d'emprunt sont déjà tellement bas qu'il y a peu de chances que cela change quelque chose », alerte Éric Dor, directeur des études économiques à l'Isege.

Ce cocktail de mesures laisse ainsi entrevoir les limites de l'action de la Banque centrale. Les prévisions économiques pour la zone euro ont été revues à la baisse : une croissance du PIB de  $1,1\%$  attendue cette année et  $1,2\%$  l'an prochain. [...] Le grand argentier renvoie désormais la balle aux gouvernements, sommés de prendre le relais. Ceux qui ont « de la marge budgétaire devraient agir de manière efficace et rapide », leur enjoint la Banque centrale. Or plusieurs États membres, au premier rang desquels l'Allemagne, rechignent à desserrer les cordons des finances publiques pour investir dans une politique de relance.

*Florentin Collomp, Le Figaro*

■ Q25 : Pour chacune des propositions suivantes, indiquez si elle est vraie ou fausse et justifiez votre choix .

**c) La BCE est favorable à une politique de relance budgétaire.**

Vrai, la BCE demande aux pays qui ont des marges budgétaires de soutenir l'activité.





**FIN**

# Systeme des barèmes des indemnités prud'homales



- Objectifs de cette réforme ?
- Est-ce une politique active ou passive de lutte contre le chômage ?
- Avec cette réforme, l'Etat cherche à lutter contre quel type de chômage ?

# Systeme des barèmes des indemnités prud'homales



- Objectifs de cette réforme ?

**(En France, la peur des prud'hommes freine les employeurs dans leur recrutement).**

**Donc une meilleure estimation du coût d'un licenciement vise à augmenter la flexibilité sur le marché du travail, faciliter la création d'emploi.**

# Systeme des barèmes des indemnités prud'homales



- Est-ce une politique active ou passive de lutte contre le chômage ?

**Rappel :** Les politiques passives de l'emploi visent à réduire les conséquences négatives du chômage sur la population. Il s'agit principalement de compenser la perte de revenu par l'indemnisation du chômage ,

alors que les politiques actives de l'emploi visent à les « déplacer » vers le groupe des actifs occupés.

**Donc il s'agit d'une politique active de lutte contre le chômage (flexibilisation du marché du travail = création d'emploi / les entreprises)**

# Systeme des barèmes des indemnités prud'homales



- Avec cette réforme, l'Etat cherche à lutter contre quel type de chômage ?

**Le chômage structurel** qui traduit un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

Rappel : Le chômage conjoncturel est un chômage de court terme, qui s'atténue en cas de reprise de l'activité, alors que le chômage structurel est un chômage de long terme, plus difficile à combattre.

Les entrepreneurs qui n'embauchent pas car la réglementation du travail est trop complexe (